

# RAPPORT ASSEMBLEE GENERALE

## de la FNIC LE 8 SEPTEMBRE 2015

---

Notre assemblée générale se tient dans un contexte particulier au regard des défis qui sont posés aux travailleurs que nous représentons et défis posés à notre syndicalisme CGT.

Je tiens à cet instant à saluer le courage des militants CGT qui agissent au quotidien pour faire front dans un environnement social économique et politique des plus difficiles, et compliqué.

Un militantisme exigeant pour créer des espaces de débats, des réflexions, apporter des bouffées d'oxygène pour la réflexion et l'élévation des consciences, dans un environnement aussi difficile que celui du vécu quotidien des travailleurs, dans un contexte de guerres dans d'autres pays, avec le lourd cortège de tueries, avec les instrumentalisation politiques empreintes de racisme ou d'opposition de religions qui se propagent dangereusement, largement commentées par une presse instrumentalisée, asservie aux intérêts financiers de leur propriétaire.

Cette presse refuse volontairement d'informer sur ceux qui tirent les ficelles, les producteurs et les marchands d'armes qui s'enrichissent à cette occasion, elle masque l'objet réel de ces conflits et ses objectifs financiers pour une redistribution des cartes géopolitiques au service de quelques multinationales et dont les victimes sont toujours les travailleurs et leur familles.

N'oublions pas ce que nous a enseigné l'histoire, beaucoup de multinationales ont soutenu un régime tout aussi barbare, le régime d'HITLER, avec un choix affirmé par le patronat français du « Comité des Forges », qui déclarait « *plutôt Hitler que le Front Populaire* », comme l'avaient démontré les travaux de notre colloque d'histoire sociale de mars 2012.

Et comme HITLER hier est né sur les cendres de la guerre de 14/18, et la crise financière de 1929 qui ressemble à celle de 2008, DAESH est né des cendres de ces politiques d'interventions militaires dans divers pays, destructrices des infrastructures sociales.

Ne nous y trompons pas, pendant les massacres, les affaires financières se poursuivent, DAESH vendant par exemple le pétrole des champs qu'il s'est accaparé en IRAK.

Ces événements sont ainsi instrumentalisés pour peser sur les consciences, diviser et bloquer le « vivre ensemble », bloquer ceux qui opposent d'autres choix avec le rassemblement de tous pour les revendications.

Nous subissons ainsi cette propagande nauséabonde depuis quelques semaines sur une pseudo « invasion de migrants », distillant une fois encore le venin d'opposition des peuples si chère au Front National, en limitant le débat au « *faut-il être généreux en les accueillant, et si oui, combien ? Ou les renvoyer chez eux ???* ».

Qui a été mettre leur pays à feu et à sang, en Syrie, en Libye, au Mali ??

C'est l'Etat Français avec d'autres qui ont cautionné, et soutenu SARKOZY puis HOLLANDE, dans ces guerres engagées pour défendre quelques contrats d'affaires de multinationales.

Fuir son pays, laisser sa famille derrière soi, ce n'est pas un choix mais un sacrifice lourd à supporter.

Le flot de personnes qui fuiront les guerres ne s'arrêtera pas tant que les puissances étrangères mettront leur pays à feu et à sang pour s'approprier les richesses de leurs sous-sols, ou mettre en place un gouvernement plus docile pour leurs affaires.

Si l'esclavage et le colonialisme sont abolis, la dictature financière l'a remplacé et elle y ressemble fortement.

Les travailleurs vivent au quotidien dans cette déferlante idéologique, s'interrogent aussi et regardent ce que dit et pense la CGT parce que la CGT, est d'abord leur délégué, leur camarade de travail sur qui ils comptent pour les soutenir.

C'est là un pacte de confiance énorme dont dispose la CGT et que beaucoup de politiques regardent les uns avec convoitise, les autres agissant à nous discréditer, parce que la CGT, quoi qu'on en dise, reste la force de contestation qui a la capacité de changer la donne dans le pays.

Le vide de confiance en la parole politique est là, omniprésent, il pèse lourdement sur les consciences, avec une extrême droite dangereuse qui progresse, utilisant désormais un langage « inspiré » des propos de la CGT pour abuser les travailleurs, et c'est là une responsabilité pour notre syndicalisme que d'apporter nos analyses aux salariés et d'alerter sur ce fléau, ce danger.

Le Front National est un adversaire de classe à combattre résolument par toute la CGT, et d'ailleurs le Front National ne s'y trompe pas.

Comme le patronat, le FN estime que le syndicalisme ne doit pas s'occuper d'affaires « politiques » mais du « carreau » à changer dans l'atelier, ce serait là les limites admises dans une société FN.

Comme hier face aux nazis, la CGT a le devoir de rappeler, marteler sans cesse que l'extrême droite, au-delà de ses constats, porte des projets utiles au patronat et pas seulement par la division du salariat:

- Un FN utile au patronat pour son projet d'éclatement des garanties collectives qui serait remplacé par un système dit de « préférence nationale », entraînant de fait l'éclatement de la Sécurité sociale et des conventions collectives etc...comme l'a fait PETAÏN en 1941 avec « la charte du travail »
- Un FN utile au patronat pour détourner les consciences contre l'immigré et masquer la responsabilité patronale : Chacun remarquera l'absence totale, dans le programme FN, de la question des salaires et du partage de richesses.
- Un FN qui fait le choix de cette idéologie raciste sur « la préférence nationale » consistant à répartir les moyens existants pour les uns au détriment des autres, bref à gérer l'austérité, les miettes en opposant les salariés entre eux selon leurs origines.

Il nous faut lever ces voiles idéologiques qui servent le patronat, dénoncer ces milliards d'€ de fonds publics donnés à l'aveugle au patronat, montrer qu'avec les richesses disponibles créées par notre travail, on peut augmenter nos salaires, sécuriser nos emplois, nos industries, développer le progrès social, les droits en libertés, c'est l'action quotidienne CGT à mener.

Les fortunes continuent à s'empiler, à servir les spéculations financières, et si nous ne nous attaquons pas à ce fléau, alors la misère, les suppressions d'emplois, les fusions/cessions/acquisitions ne cesseront de progresser puisque ces politiques étouffent

l'économie, étouffent le pouvoir d'achat, le niveau de vie qui sont l'oxygène indispensable au développement économique et social.

Une étude capitaliste (PWC) montre que les 100 plus grandes sociétés dans le monde cotées en Bourse pèsent l'équivalent du PIB des USA, soit 6 245 milliards de dollars de capitalisation cumulés ; Cette capitalisation a doublé depuis 2009, alors que depuis 2008, on saigne les budgets sociaux au nom de la crise.

Sanofi, Total, l'Oréal, LVMH figurent dans ce tableau de grands capitaux cumulés.

Les politiques en Europe sont ainsi façonnées pour payer une rente financière aux oligarchies financières, laissant un goût amer de fatalisme face à cette Europe capitaliste que dénoncent, contestent quasi-unaniment toutes les populations de tous les pays.

Ce que nous venons de voir concernant le peuple Grecs montre clairement les enjeux : Cette organisation européenne a transformé les représentants des peuples en garants financiers avec les deniers publics, tout juste bons à garantir une rente financière d'intérêts à payer.

**N'est-il pas scandaleux d'entendre des responsables politiques élus par leur peuple dire aux élus grecs que leur mission n'est pas de mettre en œuvre le programme sur lequel ils ont été élus mais celui défini par l'EUROPE? Ce sont les mêmes qui vont bombarder tel ou tel pays au nom de la démocratie alors qu'ils la piétinent.**

C'est une séquence grave que d'avoir assisté à une curée indigne d'une démocratie, avec des dirigeants politiques d'autres pays qui telles des marionnettes répétaient en boucle que les Grecs devaient payer leur dette, oubliant la situation dans laquelle ils ont plongé leurs propres peuples.

Au cœur de la stratégie, « la dette » est un terme choisi parce que facilement assimilé, servant à culpabiliser, ouvrir la voie à des projets d'austérité, de régression sociale, rejoignant ainsi le matraquage patronal dans nos entreprises sur la compétitivité, avec encore des sacrifices à faire, des reculs sociaux à accepter.....et de gros profits à l'arrivée.

Les salariés Grecs sont pas plus responsables de cette « dette » que les salariés en France n'ont à payer « la dette » que les politiques d'alternances ont créé en France depuis des décennies.

Ces dettes ont été créées volontairement par l'interdiction faite aux pays d'emprunter à leur Banque Nationale mais à des banques privées, et leur payer une rente faite de lourds intérêts.

En France, c'est le cas depuis 1973, une décision prise par POMPIDOU, Président de la République et ancien membre de la banque ROTCHILD, comme MACRON.

La dette de la France augmente sans cesse, ponctionnant le budget annuel de 2014 de 44.9 milliards d'€ au titre des seuls intérêts bancaires, et c'est ainsi tous les ans, la dette globale de la France représentant 6 fois celle de la Grèce avec 1925 milliards d'euros.

L'Allemagne a une dette aussi élevée que celle de la France avec 2044 milliards d' €. Des dettes ramenées à ce que devrait payer chaque citoyen placerait l'Allemagne à 24 896€/habitant ; 29 300€ en France ; 28 217€ en Grèce.

Ces éléments montrent que rien ne justifie l'étranglement économique et social imposé à la Grèce.

Les pays quels qu'ils soient doivent se réapproprier les outils de la finance avec des banques d'Etats, nationalisées, et sortir de cette spirale de dettes.

Il faut renverser cette logique financière qui ne profite qu'à une minorité, et à l'inverse, instaurer des politiques en valorisant le progrès social, l'augmentation des salaires, les pensions de retraite, du SMIC.

Il existe en Europe une montée de luttes malgré cette passivité de la CES qui fait toujours des constats et peu d'impulsion à coordonner et impulser les luttes.

En Allemagne, ce sont les secteurs du rail, de la poste, des éducateurs dans des crèches, mais aussi dans l'industrie avec 850 salariés dans la métallurgie obtenant + 3,4 % sur les salaires pour 3,7 millions de salariés, ou dans la chimie avec + 2,8 % sur les salaires.

Des luttes aussi en Grande Bretagne, en Turquie, ou encore aux USA où le salaire minimum dans la restauration, à New-York, est passé à 15 \$/heure.

Au Royaume Uni, une hausse de 7,5 % du salaire minimum a été décidée pour 2016, le portant à 10,50 €/heure.

**C'est là que se situe le combat de la CGT dans son action à l'entreprise lorsqu'on revendique plus de salaires, plus d'emplois, de meilleures conditions de vie au travail.**

En France, cette dictature financière européenne est mise en œuvre par le parti au pouvoir :

**2012** : un nouveau pouvoir s'installe, fin des promesses électorales et place à la politique libérale : Pas de revalorisation du SMIC, ni des pensions mais de nouveaux contrats aidés, financés par nos impôts.

**2013** : L'Accord National Interprofessionnel de janvier est transformé en une loi mettant à bas des années de luttes, de droits acquis dans les CE pour s'opposer aux restructurations ; Suit la Réforme sur les retraites avec un allongement à 43 années de cotisations pour une retraite pleine.

**2014** : Création d'un « Pacte de Responsabilité » avec de nouveaux cadeaux pour les employeurs et une ponction de près de 50 milliards dans les services publics programmés sur 3 ans. Création du CICE et encore des milliards d'€ dans les coffres des employeurs.

**2014** encore, Loi sur la Formation Professionnelle mettant à bas le principe d'un droit du salarié (le DIF) pour le transformer en formation d'employabilité par le Congé Personnel de Formation.

**2015** : accélération avec des lois en cascade répondant toutes pêle-mêle, aux attentes du patronat, avec MACRON et REBSAMEN aux manettes des reculs sociaux et des droits pour lesquels une présentation sera faite cet après-midi.

En cette rentrée dite sociale, les discours de MACRON devant ses amis du MEDEF sur les 35H participe à ouvrir la voie à de nouveaux reculs, avec une propagande orchestrée avec son patron le premier ministre qui se présente comme celui qui ne touchera pas aux 35H, mais martèle aussi le besoin de négocier des accords à l'entreprise pour plus de souplesse, accords qui seront dérogoratoires à la convention collective, et au Code du Travail.

C'est dans ce contexte que nous allons devoir réagir dans les entreprises, participer avec nos moyens humains à donner confiance, à proposer des solutions pour sortir de cette ornière : Bref, il nous faut engager un plan de bataille CGT dans chaque entreprise.

Nous ne partons pas de rien.

Les grèves pour gagner sur les salaires ont fortement augmenté ces derniers mois dans divers secteurs et dans nos industries, des conflits durs, parfois longs, montrant un engagement des

salariés fort, refusant de moins en moins le chantage, et gagnant dans la plupart des cas des avancées sociales, résultat de l'action avec les salariés.

Les récents conflits dans un certain nombre d'entreprises de la Chimie, et ailleurs, font état d'une montée de la répression patronale, de sanctions, brimades, tentatives de licenciements, avec l'objectif de décrédibiliser l'action revendicative.

A contrario, vous avez tous vu par exemple dernièrement que quelques personnes peuvent bloquer une autoroute, et obtenir rapidement gain de cause sans être mis au pilori comme le sont les militants CGT.

Hier, c'était les agriculteurs qui n'en sont pas à leur première intervention avec souvent des dégâts importants et là encore, pour les médias, ce ne sont pas des casseurs mais des gens excédés qui n'en peuvent plus « des charges » : Ils repartent avec 3 milliards alors que lorsque la CGT met dans la rue des centaines de milliers de manifestants, c'est le silence radio.

Plus grave, dès que c'est la CGT, il semble que les procureurs aient pour consigne de poursuivre au tribunal ses militants.

Patronat et gouvernement travaillent à museler l'action syndicale pour l'enfermer dans « un dialogue social », tout dans les salons et une fois leur décision validées, plus de contestation, plus de droit à la grève, certains rêvant déjà de faire comme aux USA en interdisant la grève tant que 51% des salariés ne l'ont pas décidée.

La répression dont sont victimes les militants CGT s'inscrit dans ce chantier d'empêcher l'action revendicative à l'entreprise.

Face à cette répression, aux nombreuses agressions contre ses militants, avec des décisions de justice iniques, la CGT organise le 23 septembre des rassemblements dans les départements pour dénoncer ces atteintes aux droits syndicaux, pour exiger des lois à l'inverse pour renforcer le rôle, les droits du syndicalisme dans la société.

Le 23 septembre appel est lancé pour que tous nos syndicats participent aux rassemblements départementaux, avec des délégations militantes dans vos départements respectifs.

Il nous faut en cette rentrée relancer la machine rapidement, réunir tous les militants, élus, mandatés, syndiqués, définir des plans de travail dans le syndicat pour aller vers les salariés, les organiser en renforçant le syndicat à partir des revendications sur les salaires, les conditions de travail dans l'entreprise, en mettant à l'avant les richesses créées par leur travail.

Ce qui coûte cher à l'entreprise, ce n'est pas le travail salarié, ce sont les patrons, les actionnaires qui prennent toutes les richesses du travail des salariés : et pour que ce message ait du sens, il faut apporter des éléments dans l'entreprise aux salariés sur leur réalités, à partir des expertises comptables.

Ce qui coûte cher à la collectivité, ce sont ces milliards de fonds publics détournés des besoins sociaux vers les employeurs.

Le salaire moyen d'un PDG du CAC 40 est de 180 800€/mois, et c'est +4.5% d'augmentation moyenne en 2014.

Les patrons des sociétés françaises ont les salaires les plus élevés d'Europe.

A l'inverse le salaire médian des salariés a baissé de 50€ entre 2009 et 2012, tel est le résultat des politiques d'austérité, de blocus sur les salaires imposé par le patronat ces dernières années.

C'est la première fois depuis 1945 qu'il y a un recul du salaire médian, avec des conséquences forcément sur l'économie.

Le SMIC n'a été revalorisé qu'au niveau du minimum légal, et seulement de 22 centimes de l'heure depuis 2012.

Les dépenses incompressibles des ménages augmentant quant à elles régulièrement avec +49% d'augmentation de l'eau ; +66% pour les carburants ; +107% pour le logement ... etc.

Etrangler la consommation des ménages conduit à étouffer l'économie.

Seulement 22 centimes pour le SMIC, mais + 20 milliards d'€ au patronat par la création du Crédit Impôt Compétitivité Emploi, choix du gouvernement qui lui a fait ce cadeau au nom de l'emploi et alors que le chômage augmente sans cesse.

Ces 20 milliards représentent le financement de 667 000 emplois rémunérés à 2500€/mois socialisés, soit le salaire médian.

Autre exemple, chaque ménage en France aurait pu bénéficier d'une baisse d'impôt de 724€ si le gouvernement n'avait pas dilapidé cet argent pour le donner sans contreparties aux employeurs.

C'est donc le coût payé par chaque ménage au bénéfice du patronat.

Il y a eu en 2014, 179 milliards d'€ versés aux actionnaires en dividendes.

Là encore, une règle de trois montre que ça représente le somme de 932€/mois sur une année par salarié, où la capacité financière à créer 5 965 000 emplois à 2 500€/mois socialisés.

TOTAL ; MICHELIN ; SOLVAY ; AIR LIQUIDE ; SANOFI ; OREAL, ces 6 Stés déclarent déjà sur les 6 mois 2015 une augmentation de leurs profits de 1,472 milliards d'€. C'est la capacité de financer 49 000 emplois à 2500€/mois socialisés alors qu'ils ne cessent d'en détruire.

Il faut supprimer ces aides publiques au profit des employeurs au nom de l'emploi alors que le chômage augmente sans cesse malgré les diverses manipulations des chiffres.

Les 5 400 000 privés d'emploi pourraient tous avoir un salaire de 1900€/mois avec une partie des 240 milliards d'€ d'aides donnée au patronat. Ce serait autant d'emplois qui mettraient fin au chômage, permettraient d'améliorer les conditions de travail dans les entreprises, ce serait des milliards d'€ de cotisations sociales dans les caisses de la protection sociale.

Rompre avec ces politiques d'austérité impose une bataille intense sur les salaires, une question de justice sociale, mais aussi un véritable vecteur économique.

Engager dès maintenant le débat avec les salariés sans attendre les réunions programmées par la direction à sa convenance, telle doit être l'action de la CGT dès maintenant.

Définissons dans chaque syndicat un plan de bataille pour gagner les salariés à intervenir, et organiser l'action, la grève étant la seule manière d'obtenir des négociations dignes de ce nom.

Nous le savons, faute d'intervention des salariés, il y aura des réunions certes, mais ce sera la direction qui décidera.

Vous le savez, la direction fédérale a décidé au CEF du 3 juin d'une action nationale avec grèves sur les salaires, l'emploi en lien avec l'industrie et l'amélioration des conditions de travail.

Depuis, la CGT appelle à faire du 8 octobre une journée nationale d'action et de grèves.

Le débat dans la CGT montre souvent des critiques sur les manifestations de sortie de drapeaux, composées majoritairement souvent de militants. Ce qui est sûr, c'est que pour faire mal au patronat, il faut lui bloquer sa machine à profits, et c'est ça qui l'obligera à écouter ce qu'on dit.

Pour gagner sur les salaires, les salariés doivent intervenir et c'est à ça que chaque syndicat doit s'impliquer à partir des réalités vécues à l'entreprise, et en cohérence, en complément de la convention collective, des enjeux nationaux.

La direction fédérale appelle à ce que le 8 octobre soit une journée nationale de grèves dans toutes les entreprises, chaque syndicat est appelé à organiser la grève dans l'entreprise, organiser ce jour-là avec les salariés des délégations pour interpeller la direction et y déposer leurs revendications.

Nous avons 1 mois pour aller au débat avec les salariés, en commençant par les syndiqués qu'il faut intégrer dans le plan de rassemblement.

Il y aura bien sûr les rassemblements qui seront organisés par les Unions Départementales ou par les Pôles dans les territoires de la Fédération, et suivant les horaires des actions, ça peut se compléter. Mais la priorité, c'est l'arrêt de travail, l'arrêt de la machine à profits à l'entreprise.

Une CGT offensive, travaillant à renforcer le rapport de forces dans l'entreprise autour des revendications, en cohérence nationale, c'est dans cette voie prioritaire que nous devons engager toutes nos forces militantes.

Notre assemblée de ce jour doit être l'occasion d'échanger, de s'engager avec son syndicat dans ce plan de travail : Vous avez la parole.

Ah, je n'ai pas parlé du 51<sup>ème</sup> Congrès, mais je pense que la meilleure façon de le préparer, est de mettre en œuvre cette feuille de route que nous nous fixons ensemble dans la bataille revendicative, les réunions qui se tiendront dans les mois à venir permettront d'aborder ces enjeux aussi.